Mercredi, 19 septembre 1849. EDITION DU MATIN. 1re année. — N° 107.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
PARIS.	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE.	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS.	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER.	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

L'UN DES RÉDACTEURS GÉRANT : ALPHONSE HERMANT.

JOURNAL QUOTIDIEN.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne.	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Les manuscrits déposés ne seront pas rendus. — Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé à M. Eugène CARPENTIER.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Impr. centrale des Chemins de fer de NAPOLEON CHAIX, r Bergère, 20

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai 1848.

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 18 SEPTEMBRE 1849.

On ne parle plus de l'agitation départementale, à l'aide de laquelle nos réactionnaires de la Chambre espéraient changer la Constitution. On a échoué dans les départements, on change de tactique, on abandonne l'idée de la décentralisation, on ne se fie plus aux états provinciaux du Bourbonnais, de la Normandie, de la Bourgogne. On reconnaît enfin la légitime influence que la capitale exerce sur les provinces. La faiblesse des réactions départementales réhabilitant Paris, l'existence de Paris est décidément reconnue par les réactionnaires comme un fait accompli. On ne brûlera pas pour le moment Paris. Le projet du citoyen d'Uzès est indéfiniment ajourné.

On reconnaît de même l'existence et l'influence de l'Assemblée nationale. On la conservera. Le parti rétrograde, abandonné par les départements, est obligé de se retirer à Paris, et de se réfugier dans le sein de l'Assemblée.

On espère que la majorité de l'Assemblée, ayant une fois acquis le sentiment de sa force, se prononcera ouvertement pour le système qui, à ce que l'on suppose, a depuis longtemps toutes ses sympathies. Ce système, quel est-il? comment le formule-t-on? comment l'appelle-t-on? Sous le règne de Louis-Philippe, lorsqu'il n'y avait plus dans le ministère d'homme assez important pour que l'on donnât son nom au système gouvernemental, on désignait ce système par une date. Il y eut des ministères de tel et tel mois, de mars et de novembre, etc. Quelle est la date que l'on fixera au système de nos rétrogrades? Il paraît que les rétrogrades eux-mêmes n'en savent rien jusqu'à présent. Ce qu'ils savent tous, banquiers, voltairiens et jésuites, c'est que la Constitution républicaine les mettra tôt ou tard dans la terrible nécessité de révéler à la nation leurs principes religieux, moraux et politiques. La Constitution républicaine, c'est le suffrage universel, c'est la publicité, c'est le droit d'association. Pour avoir des suffrages, il faut se présenter devant ses électeurs, il faut expliquer sa conduite passée, il faut prendre des engagements! La publicité surveille l'accomplissement de ces engagements; l'association donne la sanction morale à la publicité. Tristes inconvénients, inconnus aux députés des anciennes chambres royalistes! Or, la plupart de nos représentants ont siégé dans ces chambres en qualité de députés. Ils se rappellent avec regret cet heureux temps où, pour se faire nommer député, il suffisait d'être bien auprès d'un ministre. Les moyens que possédait alors chaque candidat ministériel d'obliger les électeurs les plus influents d'un collége, lui assuraient d'avance les voix. Cela n'est plus possible avec la Constitution actuelle.

Qu'un candidat ministériel soit appuyé par tous les ministres, il ne pourra jamais avoir à sa disposition autant de croix d'honneur, de bureaux de poste et de bureaux de tabac qu'il en faudrait pour corrompre l'universalité des votants.

Ces raisons, que chacun connaît, et bien d'autres encore, également connues de tout le monde, excluent toute possibilité de compromis entre les constitutionnels républicains et les hommes élevés dans les traditions monarchiques. On attaquera donc la constitution dans les journaux et à la tribune; on l'attaquera au risque de troubler l'ordre public, et ce sera toujours au nom de l'ORDRE. De tous les mots du langage politique l'ordre est celui qui dit le moins et permet de faire le plus. L'ordre de choses établi par le gouvernement provisoire a été aboli au nom de l'ordre par le général Cavaignac. La manière dont le général Cavaignac pratiquait l'ordre n'est que du désordre aux yeux de M. Barrot; il est tout simple que M. de Falloux et le puissant parti qui l'appuie veuillent de nouveau mettre de l'ordre dans l'ordre établi par M. Barrot.

Pour le moment tous les faiseurs d'ordre sont occupés de la position constitutionnelle de M. le président de la République. Cette sollicitude à l'égard de M. le président prouve la faiblesse du parti. Il y eut sous la Restauration des politiques plus royalistes que le roi; ils survécurent à la royauté et ils manifestent maintenant pour les priviléges de la présidence plus de zèle que n'en a montré M. le président lui-même, car il nous paraît officiellement satisfait de la situation qui lui est faite par la constitution républicaine, et tout le monde trouve qu'il a raison.

D'où vient donc ce fanatisme hypocrite des hommes de l'ordre pour les priviléges de la présidence. Il vient, nous le répétons, du sentiment qu'ils ont de leur faiblesse; leur zèle excessif pour la personnalité du premier magistrat ne prouve que le peu de foi qu'ils ont en eux-mêmes. Ils ne cherchent à fortifier cette personnalité que pour l'employer un jour à la défense de leurs misérables individualités. Comme, d'après leur système, le gouvernement n'est autre chose qu'une exploitation, ils sont convaincus que le chef du gouvernement doit être nécessairement et avant tout le chef de tous les exploiteurs : ils lui supposent toutes leurs qualités; par cela même qu'il possède le plus de pouvoir, il doit, d'après leur système, être le plus accessible à l'égoïsme et à la lâcheté. Ils croient sincèrement qu'un président de la République ne peut avoir pour les institutions de son pays, et pour ses concitoyens, d'autres sentiments que ceux qu'un exploiteur professe pour ses ouvriers, ses employés et ses commettants. Bref, M. le président de la République est censé devoir être ennemi de la République. Sa puissance ne peut grandir que sur les ruines de la Constitution; les années que l'on ajoutera à la durée de la présidence, on les prendra à la République; une présidence viagère prouvera que la République n'est pas viable.

Ces doctrines de la réaction effrayent ce qu'il y a dans le parti d'hommes prudents et expérimentés. Le *Journal des Débats* blâme ouvertement le zèle intempestif de ses protégés; la *Presse* publie à ce sujet des articles pleins de bon sens et d'à-propos. *La durée du pouvoir*, dit la *Presse*, *dépend de l'usage qu'on en fait*. La *Presse* a raison d'insister sur l'importance de cet axiome politique. Les *Débats* sont du même avis. Malheureusement, les conseils que les *Débats* et la *Presse* donnent à M. le président sur la manière dont il doit user de son pouvoir nous paraissent tout aussi désastreux que les complots des hommes d'action rétrogrades. Nous discuterons la valeur de ces conseils.

La proposition si motivée des citoyens Lagrange et Bac, demandant la convocation immédiate de l'Assemblée, ne semble pas devoir être prise en considération, malgré toutes les difficultés intérieures et extérieures où le cabinet Barrot-Falloux a pris soin de placer le pays. En présence d'une position qui s'aggrave chaque jour et du peu d'empressement que met le pouvoir à convoquer les représentants de la nation, il serait au moins du devoir de ces derniers de se trouver tous à leur poste quand sera expiré le terme fixé pour les vacances législatives.

Cependant, il résulterait de certains bruits qui circulent qu'un bon nombre de représentants appartenant à la majorité, plus soucieux de leurs affaires privées que des affaires publiques, seraient assez peu jaloux de hâter leur retour à Paris. Nous voulons croire qu'on les calomnie. On peut appartenir au grand parti de l'ordre sans être précisément tenu, pour cela, de négliger les questions qui intéressent la prospérité publique et la dignité nationale.

Or, aujourd'hui plus que jamais, ces questions réclament une solution. Tout souffre et languit à l'intérieur, à l'extérieur de nouvelles complications sont venues mettre dans tout son jour la honteuse conduite suivie par le gouvernement dans les affaires de Rome. C'est un monstrueux assemblage de fautes, de mensonges et de contradictions. Le cabinet nous donne chaque jour le spectacle de ses dissensions intestines; on se renvoie de l'un à l'autre des démentis officiels et semi-officiels. On ne décide rien, on ne s'entend sur rien. En attendant la misère augmente, l'inquiétude paralyse les affaires, l'anxiété est à son comble.

Tel est le désordre que l'Assemblée législative est appelée à faire cesser. Il y a urgence. Il faut que par un blâme énergique elle dise au plus tôt toute sa pensée sur ce qui s'est fait, et qu'après avoir renversé un cabinet qui nous mènerait à l'abîme, elle imprime au gouvernement une unité d'action et de mouvement qui ne soit plus en sens contraire des intérêts et de la dignité de la France.

Le gouvernement a reçu hier soir des dépêches importantes de M. de Corcelles, notre envoyé extraordinaire à Gaëte. On a les plus vives inquiétudes que les cardinaux ne quittent Rome. Le pape se montre toujours peu favorable aux propositions qui lui ont été adressées par notre ambassadeur. On craint que que M. Mercier, qui est parti il y a trois jours porteur de dépêches pour Gaëte, n'arrive pas à Rome avant que les cardinaux n'aient abandonné la direction du gouvernement.

On attend de nouvelles dépêches demain ou après-demain. La quarantaine imposée aux bâtiments est un grand obstacle à la prompte arrivée des courriers.

Les membres du bureau de la réunion du conseil d'Etat viennent de convoquer leurs collègues pour se trouver à Paris le 30 septembre. Une première séance sera tenue dans la soirée de ce jour, pour statuer sur la conduite à tenir.

On a parlé d'une vive émotion produite dans le corps diplomatique par la lettre de M. le président de la République. Les récits qui ont été publiés sont, dit-on, quelque peu exagérés. Ce qu'il y a de certain, c'est que les représentants des diverses puissances ont adressé des notes dans lesquelles ils annonçaient à leurs gouvernements que la missive n'avait *aucun caractère officiel*. Ils ont présenté le document comme un *épanchement du cœur* auquel on ne doit attribuer qu'une médiocre importance.

Nous apprenons par les journaux anglais quelques détails sur les bonnes dispositions qu'avait témoignées le gouvernement des Etats-Unis afin d'être le premier à reconnaître l'indépendance de la Hongrie avant ses derniers désastres. Au début de la lutte entre la Hongrie et l'Autriche, c'était Kossuth qui s'était adressé au ministre américain à Vienne, pour réclamer les bons offices de son gouvernement en faveur de son pays; mais les tentatives de médiation essayées alors par le ministre américain restèrent sans succès. Plus tard, au mois de juin, ce fut le président des Etats-Unis qui envoya un agent de confiance, M. D. M., en Hongrie, pour apprécier de plus près les chances qu'avait ce pays de conquérir son indépendance. L'agent en question était muni du chiffre de la légation américaine en Autriche, ainsi que d'une lettre de M. Clayton, ministre des affaires étrangères du cabinet de Washington, pour le ministre hongrois du même département. Il avait de plus les instructions et l'autorisation nécessaires pour conclure avec la Hongrie des arrangements commerciaux ou autres de nature à rapprocher les intérêts de ce dernier pays de ceux des Etats-Unis.

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 19 SEPTEMBRE 1849.

LA PRINCESSE DE BABYLONE.

MÉMOIRES DE THÉRÉSA AMIRA ASMAR.

FILLE DE L'ÉMIR ABDALLAH (1).

CHAPITRE PREMIER.

Départ de Damas. — Un héros arabe. — Vie dans un couvent. — Une alarme. — Beyrouth. — L'émir Beschir. — Célébration d'un mariage oriental. — Bain splendide. — Singulier costume. — Les cèdres du Liban.

Quelques jours après cette aventure, je quittai Damas, suivie de mon compagnon de voyage, et nous nous dirigeâmes vers Zahle. Nous dressâmes nos tentes sur une montagne, en face de cette ville : nous y restâmes dix jours, et nous partîmes ensuite pour Boalbec, où nous arrivâmes après un agréable voyage dans une plaine romantique et pittoresque, bornée à l'est par l'anti-Liban, et à l'ouest, du côté de la mer, par le petit Liban.

Je me souviens que nous rencontrâmes sur la route des femmes qui portaient les coiffures les plus bizarres et les plus disgracieuses que j'aie jamais vues en Orient. C'est une large plaque ronde, en argent ou en cuivre, attachée sur le derrière de la tête, inclinée du côté droit, et de douze pouces de diamètre.

Lorsque je vis ces femmes s'approcher, je fus effrayée, les prenant pour un corps de brigands armés : mais elles nous saluèrent avec de grandes démonstrations d'amitié, et mes craintes s'évanouirent aussitôt. Après avoir vu Boabbec, nous revînmes à Zahle, nous y fîmes nos provisions, et partîmes ensuite pour la montagne, où nous dressâmes nos tentes, près d'un couvent admirablement situé sur le côté de l'Anti-Liban : la femme de l'aga nous y rejoignit le lendemain de notre arrivée : elle s'était déguisée en homme, et, étant absolument maîtresse de ses actions, elle s'était échappée de la maison de l'aga avant que le jour eût paru. Une fois en rase campagne, elle trouva facilement un guide, brava tous les dangers et trompa la vigilance des négresses et des mameluks qu'on avait mis à sa poursuite.

Je fus enchantée de la revoir, et quelques jours après je la présentai à mon amie, la supérieure du couvent, qui était de Diarbékir, une ancienne connaissance de ma famille, et avec qui j'avais correspondu pendant plusieurs années. Elle promit à ma protégée, que je lui présentai comme une de mes amies, toute l'assistance qui était en son pouvoir, et lui offrit même un asile perpétuel dans son couvent, lorsque je lui eus raconté son histoire et les dangers qu'elle avait courus pour rentrer dans le giron de la vraie foi.

Pour une personne qui désire se séparer du monde, rien n'est plus engageant que la position de ce couvent. Il est isolé à une très grande distance de toute habitation, perché sur un mamelon du côté le plus escarpé de la montagne. Le jardin est très vaste, il produit tout ce qui est nécessaire au couvent, et est orné de nombreux jets d'eau. Il y avait alors cinquante religieuses, sans compter la supérieure; le confesseur et les hommes employés à la culture du jardin habitent la partie extérieure. Ces religieuses appartiennent à des familles chrétiennes de Bagdad, de Mousoul, de Diarbékir et de la Perse, où l'on ne trouve pas de couvents.

J'y restai trois jours avec ma chère amie, je lui promis de revenir et de passer avec elle le reste de ma vie, lorsque j'aurais terminé mon voyage. Je payai grassement son entrée, pensant qu'on tiendrait beaucoup plus à elle si on venait à découvrir sa retraite. J'allai ensuite rejoindre mon compagnon pour continuer mon pélerinage à la Terre sainte. Nous partîmes le matin, marchant vers l'ouest, dans la direction de la mer. Je ne me souviens pas d'avoir voyagé dans un pays si mauvais pour les chevaux. Ces animaux ont beaucoup de peine à se tenir debout, à cause des descentes et des montées qu'on rencontre à chaque instant.

Le premier jour nous arrivâmes à un village situé près de *Wadi el Salip*, la *vallée de la Croix*. Ce voyage fut des plus pénibles, parce que la vallée est très profonde, qu'on y trouve des sentiers escarpés qui nous mettaient dans la nécessité de descendre de nos montures et de marcher à pied. A peine fûmes-nous arrivés au village, que les habitants vinrent nous souhaiter la bienvenue, et s'empressèrent de nous offrir l'hospitalité. Ils sont Maronites. Nous choisîmes la maison du sheikh, qui nous reçut très bien, quoiqu'il fût en ce moment séparé de sa famille. Nous avions pris notre part d'un repas très abondant, lorsqu'un jeune homme âgé d'environ vingt-quatre ans, de haute taille, mince et bien proportionné, entra dans l'appartement. Il portait un *farwa* ou pelisse, taillée à la mode turque, doublée en satin rouge, ornée de franges d'or; tout son costume était magnifique. Cependant son attitude était triste, et des larmes roulaient dans ses yeux. Je remarquai que sa présence produisait sur le sheikh et sa famille des émotions mêlées de joie et de chagrin. Je m'informai des causes de cette tristesse générale, et on me dit que ce jeune homme, quelques jours avant notre arrivée au village, avait emmené sa sœur, fiancée à un Maronite de Zahle, qui devait l'épouser dans cette ville. Ils avaient fait la moitié du chemin : ils se reposaient près d'un ruisseau dans la vallée de la Croix, et prenaient des rafraîchissements, lorsqu'une bande de *Motowlies*, composée de dix hommes, le sheikh en tête, passa dans la vallée.

Frappé de la beauté de la fiancée, le sheikh s'arrêta; et voyant que le cortége n'était pas en état de se défendre, il résolut de satisfaire sa passion, et ordonna à ses compagnons de saisir la fiancée, de l'emmener de vive force.

Ces hommes étaient sur le point d'exécuter les ordres du sheikh, lorsque le frère de la jeune fille, qui était armé de pied en cap, voyant que sa sœur allait être déshonorée, lui coupa la tête, se précipita comme un lion furieux sur la troupe étonnée, déchargea d'abord ses deux pistolets, et se précipita comme un insensé sur les brigands, les frappant de son épée et de son poignard. Les Motowlies, qui ne s'attendaient pas à une attaque si violente, furent saisis d'une terreur panique et tués jusqu'au dernier. Le jeune homme, couvert de blessures, revint enfin au village pour y porter la nouvelle de son acte de dévouement et de la perte irréparable qu'il venait de faire. Depuis il avait toujours été en proie à une profonde mélancolie, car il aimait tendrement sa sœur, et il aurait bravé mille fois la mort plutôt que de laisser arracher un cheveu de sa tête. Cette action fut regardée par ses amis et les habitants de son village comme une marque du plus vertueux héroïsme, et la pelisse qu'il portait lui avait été donnée par le sheikh comme un témoignage de son estime et de son respect.

L'affection mutuelle des frères et sœurs chez les Maronites des montagnes est digne d'admiration. Il n'y pas de sacrifices qu'ils ne soient disposés à faire pour se servir l'un et l'autre. L'égoïsme et la jalousie sont inconnus parmi eux. Nous pleurâmes tous sur le triste sort de cette pauvre fille, et après avoir reçu de la part du sheikh toutes les prévenances de l'hospitalité, nous nous retirâmes pour nous reposer. Le lendemain nous le remerciâmes de ses bontés, et, après lui avoir souhaité toute sorte de prospérité, nous partîmes au point du jour pour continuer notre voyage.

Nous avions encore une grande distance à parcourir avant d'arriver au fond de la vallée, et la route est si rude, tellement hérissée de rochers énormes, qu'il était impossible de rester à cheval. Nous descendîmes donc, et fîmes cette partie de notre voyage à pied, conduisant nos chevaux par la bride; je n'en témoignai pas de mécontentement, parce que mon cheval était de grand prix. Nous atteignîmes enfin l'extrémité de la vallée; nous nous reposâmes une heure environ près d'un ruisseau, nous prîmes notre café, nous allumâmes nos pipes, et nous remontâmes ensuite à cheval.

Nous suivîmes la montagne du côté opposé à celui par lequel nous étions entrés dans la vallée, et qui était encore plus rude, plus escarpé : on eût dit à le voir que les mouches et les lézards pouvaient seuls grimper sur cette pente, qui s'élevait au dessus de la vallée, perpendiculaire comme une muraille. Nous marchâmes en chancelant, en trébuchant à chaque pas; mon cheval, en faisant un effort pour

(1) Voir le numéro du 26 avril.

Dans notre numéro du 16 septembre, nous avons publié la note suivante, extraite de la *Concordia* de Turin :

« La détermination prise par le ministère piémontais d'éloigner Garibaldi est attribuée à une note du gouvernement français, qui ne peut lui pardonner la belle défense de Rome. »

Nous avons fait suivre cette insertion de cette seule réflexion :

« Nous espérons que le ministère démentira ce bruit. »

Le ministère n'a rien répondu ; car nous ne pouvons considérer comme un désaveu la note que nous avons lue hier dans la *Patrie* et aujourd'hui dans le *Dix Décembre* ; cette note la voici, le *Moniteur* ne l'a pas reproduite :

« Un journal italien, la *Concordia*, et d'après lui un journal de Paris, annoncent que l'expulsion de Garibaldi du Piémont serait provoquée par une note du gouvernement français.

» Nous croyons pouvoir affirmer de la manière la plus catégorique que cette allégation est complètement dénuée de fondement. »

Nous attendons la rectification *officielle* ; nous espérons pour l'honneur du ministère qu'elle ne se fera pas attendre.

Les ministres piémontais se sont réunis en conseil privé pour y traiter la question de la prorogation des Chambres. Beaucoup de députés s'étaient réunis en même temps pour savoir si la Chambre devait ou non exprimer un vote de non-confiance contre le ministère.

Le 13 septembre, la corvette à vapeur le *Lavoisier*, commandée par M. de Brignac, capitaine de frégate, est arrivée venant de Civita-Vecchia avec la correspondance de l'armée d'Italie et des dépêches pour le gouvernement.

La question romaine s'embrouillait toujours davantage ; le pape devait quitter Gaëte, et après avoir visité Naples et Albano, se rendre définitivement à Bénévent, où il compte fixer sa résidence.

Le *Pays*, que personne ne connaît. mais que nous recevons, ayant éprouvé le besoin de se faire faire une réclame, attaque ce matin la *Tribune des Peuples* pour les nouvelles qu'elle publie.

Nous avons considéré la nomination par intérim de M. Lanjuinais au ministère de l'instruction publique comme la retraite déguisée de M. de Falloux. Lorsqu'on se rappelle la polémique que souleva la réintégration de M. de Falloux dans ses fonctions, après un premier intérim, il était naturel de considérer, comme nous l'avons fait, le second intérim. Le *Pays* veut bien nous assurer aujourd'hui que la retraite de M. de Falloux n'est pas définitive : si ce que dit le *Pays* est vrai, nous plaignons bien sincèrement M. le président de la République, et nous comprenons la joie bruyante des amis de M. le cuirassier Crédit et de leur organe le *Pays*.

Le journal auquel nous répondons assure aussi que nous avions induit nos lecteurs en erreur, lorsque nous annoncions les victoires des Hongrois.

Hélas ! nous n'avons eu aucune victoire des Hongrois à annoncer à nos lecteurs depuis notre réapparition; nous nous sommes bornés à dire, ce qui était et est encore la vérité, que, contrairement aux affirmations des journaux de la réaction et au dire du *Pays*, Komorn ne s'était pas rendu.

Nous ne pensons pas que le *Pays* ait voulu faire allusion aux nombreuses victoires des Hongrois que nous avons annoncées successivement et les premiers avant notre suspension ; ces victoires, chacun l'avoue maintenant, étaient loin d'être le produit de notre imagination, et la preuve nous la trouvons dans l'intervention en masse de la Russie. Il est peu probable que l'empereur d'Autriche eût été réduit à mendier les secours de *son frère* l'empereur de Russie, si ses troupes n'avaient pas éprouvé de terribles échecs.

La vérité est que, lors de notre suspension, c'est à dire avant le 13 juin, les armées autrichiennes étaient détruites et plus rien ne s'opposait à la marche des Hongrois vainqueurs. Voilà des faits que nul ne peut nier.

Pendant notre suspension, qui a été de deux mois et demi, les Russes et les Autrichiens ont éprouvé de rudes défaites, et si les généraux hongrois, si les Madgyars, si Gœrgey surtout, avaient continué à suivre l'impulsion *une* et *énergique* de Kossuth, il est probable que l'armée russe serait aujourd'hui dans la situation où se trouvait l'armée autrichienne avant notre suspension.

L'organe de M. Crédit nous reproche encore les deux lignes suivantes que nous avons publiées le 13 juin dans notre édition de l'après-midi :

La plus grande agitation règne dans tout Paris.
La moitié de la capitale est au pouvoir du Peuple.

La première ligne est incontestablement vraie : l'agitation était en effet très grande à Paris à deux heures et demie de l'après-midi ; la seconde ligne n'est pas moins exacte. En effet tout réactionnaire qui ne se cachait pas tremblant de peur le 13 juin, à deux heures et demie, a pu voir comme nous que la moitié de Paris seulement était occupé militairement : le reste était complètement abandonné.

Plus tard l'occupation militaire s'est étendue sur toute la ville ; mais lorsque nous avons écrit la ligne qui nous est aujourd'hui reprochée, la seconde moitié de Paris était déserte de troupes. Apparemment qu'alors le héros du *Pays* (nous parlons du journal), M. le général Changarnier songeait à renouveler *le plan* de M. le général Cavaignac, ce fameux plan approuvé aussi par le *Pays* (nous continuons à parler du journal), et qui coûta tant de sang à la France.

La réponse que nous venons de faire, c'est moins au journal le *Pays* que nous la faisons qu'aux personnes de bonne foi qui auraient pu être induites en erreur sur notre compte ; c'est pour cela que nous nous arrêtons ici, ne jugeant pas à propos de relever d'autres attaques qui ne sont plus que des personnalités.

Nous avons cité hier quelques passages du manifeste par lequel l'empereur de Russie annonce à la nation le résultat de la guerre de Hongrie ; nous croyons qu'il importe d'insister sur les termes mêmes de ce manifeste, dont le ton menaçant nous paraît devoir fournir matière à de sérieuses réflexions.

La Russie *remplira sa sainte vocation!* Telles étaient les paroles que nous adressions à nos sujets bien-aimés en leur annonçant que, conformément au désir de notre allié l'empereur d'Autriche, nous avions ordonné à nos armées d'aller étouffer la révolte en Hongrie, et d'y rétablir l'autorité légitime de son souverain. *Avec la protection de Dieu*, ce but a été atteint. En moins de deux mois, nos braves troupes, à la suite de *nombreuses et brillantes victoires* en Transylvanie et sous Debreczin, ont marché de succès en succès, de la Gallicie à Pesth, de Pesth à Arad, de la Bukowine et de la Moldavie au Banat. Enfin, les bandes d'insurgés, refoulées de toutes parts, du nord et de l'est par nous, de l'ouest et du sud par l'armée autrichienne, ont déposé les armes devant l'armée russe, recourant à notre médiation pour solliciter *un pardon magnanime* de leur légitime souverain. Après avoir saintement accompli notre promesse, nous avons ordonné à nos troupes victorieuses de rentrer dans les limites de l'empire.

Le cœur pénétré de gratitude pour le dispensateur de tous biens, nous nous écrions du fond de l'âme :

« *Nobiscum Deus! Audite populi, et vincemini quia nobiscum Deus!* »

Donné à Varsovie, le 17e-29e jour du mois d'août de l'an de grâce 1849, et de notre règne le 24e.

Signé : NICOLAS.

Tel est l'ensemble de ce curieux morceau. Il est impossible de triompher avec plus d'insolence ; la *Russie remplira sa sainte vocation!* sainte vocation en effet, qui consiste à étouffer sous des flots de sang tout germe d'idée, à faire rentrer sous le régime du knout les peuples qui ont commis le crime d'essayer d'être libres! *Avec la protection de Dieu* ce but a été atteint!... La protection de Dieu acquise à cette œuvre ténébreuse par laquelle deux despotes ont uni leurs armes pour égorger la plus héroïque des nations! La protection de ce Dieu qui a mis au cœur de l'homme le sentiment du droit et l'amour de la liberté! Jamais on n'a prononcé de plus épouvantable blasphème. L'indignation déborde de nos cœurs quand nous voyons de tels hommes faire semblant de couvrir du manteau de la religion leurs sanguinaires entreprises, et se poser en envoyés de Dieu quand ils en sont les plus terribles fléaux.

C'est aussi au nom de Dieu que le gouvernement du 10 décembre a étouffé la République romaine ; c'est au nom de Dieu que le triumvirat des cardinaux traîne les vaincus dans les cachots et couvre l'Italie de ses proscriptions ; c'est au nom de Dieu que le pape ferme impitoyablement l'oreille au mot sacré d'amnistie! Les despotes de tous les pays se ressemblent ; ils ne rêvent que massacres et vengeance, et c'est pour Dieu qu'ils combattent !

Ecoutez le cri, le triomphe de l'autocrate, qui semble s'exalter et s'enorgueillir encore par l'énumération de ses *nombreuses et brillantes victoires!*

« Dieu est avec nous ! Ecoutez Peuples, et vous » serez vaincus parce que Dieu est avec nous ! »

Ne semble-t-il pas dans son orgueil menacer toute la terre, et préparer déjà une nouvelle croisade des rois contre les Peuples!

En présence de telles paroles, que penser des hommes qui veulent endormir les craintes des démocrates, et des journaux qui appellent le retour des Cosaques et s'écrient avec l'*Assemblée nationale* :

Est-on revenu sur la nouvelle que l'armée russe retourne sur ses pas dans la Russie centrale ?

Si l'on a lu depuis quelques jours les nouvelles stratégiques de la Hongrie et de la Pologne, on doit remarquer que l'armée austro-russe occupe un grand rideau, dont l'extrémité au midi sera la Valachie et la Moldavie, et l'extrémité nord le grand-duché de Posen.

C'est sur cette vaste ligne qu'elle prendra ses quartiers d'hiver et qu'elle recevra des renforts.

Les deux gardes impériales russe et autrichienne formeront le centre et la réserve.

C'est dans ce vaste campement que l'Europe armée attendra le printemps, *à moins que quelques événements sérieux ne demandent la concentration sur un point.*

Pas un seul homme ne rentrera dans la Russie centrale.

Nous devons ajouter que le journal de Hambourg annonce que l'empereur de Russie a ordonné une levée de 18 hommes sur 1,000 habitants.

La joie perce à travers toutes les phrases de cette feuille, organe de l'étranger. Voyez-vous avec quels airs de triomphe et d'ironie l'*Assemblée nationale* nous annonce que *pas un seul homme ne rentrera dans la Russie centrale*. Voilà le patriotisme des coryphées de la réaction ! Voilà comment ils trahissent à chaque ligne l'objet de leurs plus ardents désirs : la restauration appuyée par les baïonnettes étrangères. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les orateurs et les journaux du parti de l'*ordre* ont jeté le masque et crié à la France : « *Plutôt cosaque que républicaine!* »

Au citoyen président de la République.

Citoyen président,

Dès votre avénement à la présidence, nous ne nous sommes point déclarés vos antagonistes ; nous avions lu votre profession de foi et nous en attendions patiemment la réalisation ; cependant nous professions absolument les mêmes principes qu'aujourd'hui : nous voulions l'affranchissement des Peuples, et nous proclamions que, dans une société logique, il faut place et travail pour tous ceux qui la composent.

Ces principes, citoyen président, dérivent de la notion exacte du juste et de l'injuste, et vous paraissiez les avoir compris, car vous aviez combattu à Forli pour l'indépendance de l'Italie, et dans vos loisirs forcé du château de Ham vous aviez écrit l'*Extinction du Paupérisme*.

Nous ne partagions pas tout à fait vos idées en matière de régénération sociale, mais enfin vous aviez manifesté l'intention d'agir ; c'était l'affaire de la presse démocratique de vous éclairer, et elle était à même de le faire, car, sortie du Peuple, elle vit avec le Peuple, elle connaît ses besoins et ses tendances.

Nous attendions donc la réalisation de votre programme, et si nous vous avons fait apercevoir que vous y manquiez chaque fois que vous vous en êtes écarté, ce fut toujours sous forme d'avis, jamais sous forme de blâme. Nous n'avons adopté cette arme que lorsque vous avez eu entièrement déserté vos principes.

Il vous était pourtant bien facile de rester dans la ligne de conduite que vous aviez promis de garder : vous aviez tous les matériaux pour réussir, et de plus l'appui moral de six millions de suffrages. Les exemples ne vous manquaient pas non plus, et ils devaient d'autant plus vous servir que leur récent enseignement était, pour ainsi dire, encore sous vos yeux.

Vous aviez vu le gouvernement provisoire se perdre pour n'avoir pas osé être révolutionnaire, pour avoir imité la monarchie en grevant les classes pauvres de nouveaux impôts, et pour s'être entouré des abus et de la corruption du dernier règne. La majorité de ce gouvernement provisoire se composait de *modérés*.

Vous aviez vu M. de Lamartine jouir d'une popularité presque égale à la vôtre avant votre élection, parce qu'il avait parlé dans le sens national, et vous l'aviez vu la perdre en quelques jours pour avoir écouté la diplomatie et n'avoir su faire que des discours quand il fallait agir. M. de Lamartine avait écouté les *modérés*.

Enfin vous aviez vu M. Cavaignac, à qui vous avez serré la main en vous mettant à sa place. Cette main encore rouge de sang devait être votre plus grand enseignement. En effet, M. Cavaignac, après s'être élevé sur un piédestal de cadavres, avait gouverné en vertu de *l'état de siége* et de l'oppression, et il tombait sous les malédictions de ce peuple qu'il avait mitraillé. Vous l'entendiez maudire par l'Italie dont il laissait préparer la ruine, et en ce moment vous preniez sa place. Comme ses prédécesseurs, M. Cavaignac s'était entouré de *modérés*, il s'était fait leur chef.

A qui pouvait-il venir dans l'esprit que vous n'alliez pas vous séparer de cette politique de boue et de sang? Il eût été bien osé celui qui eût avancé une pareille opinion. Vous représentiez un principe hostile à M. Cavaignac, pouvait-on croire que vous vous feriez le continuateur de son œuvre et en quelque sorte l'exécuteur de ses vengeances, en refusant par trois fois l'amnistie demandée et que vous aviez inscrite dans votre programme.

Certes, de telles suppositions étaient loin de nos pensées et nous attendions les réformes politiques et sociales promises. Nous n'attachons de valeur aux hommes que par rapport aux idées qu'ils représentent, et, avant de prendre un parti, nous voulions voir ce que vous feriez des vôtres. Mais vous saviez très bien que vous pouviez compter sur l'appui du peuple dans le cas où vous entreriez franchement dans la voie démocratique.

Vous avez préféré, citoyen président, laissant là vos idées de la veille, vous tourner vers ces partis usés qui ne peuvent que vous perdre et vous entraîner dans leur ruine. Au lieu de vous appuyer sur la démocratie jeune et pleine de force, vous avez cru vous faire un étai solide du trône pourri et vermoulu de la diplomatie et de la Bourse ; encore cet appui ne vous est-il accordé qu'avec arrière-pensée et dans l'espoir que vous servirez de marchepied à ces vieilles ambitions qui, malgré leurs déceptions ne peuvent se résigner à se ranger à leur maxime, à *respecter un fait accompli*.

Vous avez choisi librement votre camp, et nous avons vu avec douleur que ce n'était pas le nôtre, non à cause des avantages que personnellement nous eussions pu en retirer, mais parce que, pouvant vous grandir avec le Peuple, vous avez préféré vous mettre à la remorque des égoïstes et des ambitieux. Vous avez dès-lors perdu votre libre arbitre et vous n'avez pu devenir que ce que vous êtes, l'adversaire des doctrines qui ont causé votre élévation, et un poids plus ou moins lourd dans la balance du vieil *équilibre européen*.

Au lieu de vous croire grand d'une illustration héréditaire, vous pouviez élever votre nom en affermissant le principe qui vous a rendu votre patrie, et qui vous y a ramené au premier rang. Vous pouviez fonder la République universelle, et, si vous l'aviez voulu, depuis longtemps vous chercheriez en vain ces ennemis qui se dressent à côté de nous terribles et menaçants. En un mot, vous pouviez devenir la clé de voûte du nouveau monde, et vous avez préféré prendre place au milieu de ces débris croulant de toutes parts, et qui bientôt ne seront plus que des ruines.

Quelle est la conséquence de cette conduite? Portons nos regards autour de cette pauvre France, qui, malgré sa misère, est encre moins malheureuse que les nations ses sœurs. Que voyons-nous autour de nous? Des victimes expirant sous les coups de leurs bourreaux, et les persécuteurs acharnés sur les cadavres de leurs victimes.

Écoutons la voix des Peuples, partout des malédictions sur nous, sur notre patrie. De l'Allemagne, de la Hongrie, de l'Italie sortent des voix sépulcrales qui maudissent, à l'heure qu'il est, le fol espoir qu'elles avaient placé dans la France, espoir qui, après leur avoir coûté le sang le plus pur de leurs enfants, les a replacées momentanément, sans doute, sous la main de fer du despotisme, mais ne les a pas moins livrées à des ennemis impitoyables.

En suivant une autre politique, vous auriez déplu

---

franchir une grande pierre qui se trouvait sur le chantier, chancela et tomba. J'eus assez de présence d'esprit pour me cramponner ; mais il fut impossible de sauver l'animal, et nous roulâmes ensemble à une profondeur de plusieurs pieds. Le cheval était grièvement blessé ; en me débarrassant, je m'aperçus que mon bras gauche était cassé au dessus du coude, dont la peau était tout enlevée.

Mes compagnons vinrent à mon secours, et me voyant dans un état désespéré, me portèrent aussitôt dans leurs bras jusqu'au village voisin, situé sur la crête de la montagne. On me prodigua les attentions les plus délicates, mais malheureusement il n'y avait pas de chirurgien, et je restai quelque temps livrée aux douleurs de l'agonie, sans qu'il fût possible de me soulager. Mes compagnons entourèrent enfin mon bras de bandages, suivant leur méthode : mais ils étaient si maladroits que l'opération resta très imparfaite, et pendant longtemps je fus en proie aux douleurs les plus aiguës.

Nous continuâmes trois jours notre voyage, sans aucun événement qui mérite d'être raconté. Nous arrivâmes le quatrième jour à un couvent situé sur une montagne, sur le versant occidental de la chaîne du Liban, entouré de quatre montagnes dont l'une dominait celle sur laquelle se trouve le couvent, sous l'invocation de saint Antoine. J'avais résolu d'y séjourner quelque temps pour rétablir ma santé avant de me remettre en voyage.

Il y avait alors soixante religieuses dans le couvent ; elles étaient toutes occupées à filer de la soie, ce qui produit un revenu considérable à l'établissement. De même que le couvent que j'avais visité quelques jours auparavant, celui-là avait un vaste jardin bien fourni de végétaux et de fruits, parmi lesquels je remarquai le *Bahmia* dont le goût est délicieux, de très grosses oranges, des limons, des grenades, des raisins, des figues et des pêches.

La montagne la plus voisine de celle du couvent est couverte de mûriers, dont la feuille sert à nourrir les vers à soie. Ces mûriers sont plantés en rangées régulières, qui, vues à distance, de la hauteur du couvent, se dessinent en lignes d'une verdure sombre et épaisse. Le mamelon du couvent est aussi planté de mûriers. Le beau temps ne discontinua pas pendant les vingt jours que je passai dans ce monastère, et on me dit que la pluie et les orages étaient très rares sur ces montagnes.

On y cultive plusieurs arts, qui presque tous ont pour objets les besoins de la vie et non le luxe et l'élégance, car la principale occupation des religieuses consiste, comme je l'ai déjà dit, à préparer la soie. Elles descendent chaque jour dans les vallées solitaires qui entourent le couvent afin de cueillir des feuilles de mûriers pour leurs vers à soie, qui occupent six ou huit vastes chambres et un très grand nombre de petits réduits. Dans le couvent se trouvent une belle église, un vaste réfectoire très bien éclairé et une salle découverte consacrée aux récréations.

Je trouvai la société si agréable, la position si charmante que je pensais sérieusement à proposer à mon amie, que j'avais laissée derrière moi, de fixer définitivement notre demeure dans ce couvent. Chaque jour j'attendais de ses nouvelles, car je tremblais toujours que sa retraite ne fût découverte, et je ne pouvais penser aux conséquences sans frémir d'horreur. Je reçus avant mon départ une lettre de cette tendre amie, qui m'assurait que tout allait bien ; cette nouvelle me fit un bien inexprimable.

Mon nouveau genre de vie s'accordait admirablement avec mes goûts et mes dispositions. Nous allions à la prière six fois par jour, et je passais souvent une couple d'heures avec deux ou trois sœurs à chanter des psaumes. Mon esprit n'était plus troublé par les inquiétudes terrestres, inséparables d'un long et pénible voyage. Une nuit que la lune brillait d'un éclat resplendissant, je sortis après la prière de minuit pour respirer l'air frais et abandonner mon âme à la méditation pour laquelle j'ai toujours éprouvé un penchant irrésistible. Je m'avançai dans le champ voisin du couvent, qui n'était séparé que par une petite muraille de la vallée située au dessous, et alors couverte de ténèbres épaisses.

Plongée dans une douce rêverie, je marchais à l'aventure, pensant à mon pélerinage à la Terre-Sainte, et sans savoir où j'allais, lorsque je fus tout à coup arrêtée par la muraille. Je me penchai et je regardai dans l'épaisseur de l'obscurité avec une imprudente curiosité pour m'assurer si je ne pourrais distinguer aucun objet sur le flanc de la montagne. Mais tout était ténèbres, aucun objet ne frappait mes yeux, aucun son n'arrivait à mon oreille. Je passai quelques minutes à regarder dans cet abîme sans fond, et je pensai à l'éternité.

Tout à coup je crus entendre un bruit de l'autre côté de la muraille ; il cessa, et je pensai que c'était un bruit qui n'existait que dans mon imagination. Il recommença : j'entendis distinctement, et ayant fait un détou pour passer de l'autre côté, j'aperçus deux yeux qui brillaient comme deux charbons ardents. Croyant que c'était un tigre, je fus saisie de terreur : au même moment j'entendis un cri perçant comme celui d'un enfant ; l'animal franchit la muraille et se mit à me poursuivre. Je vis qu'il était impossible d'échapper, car j'entendais le bruit de sa marche qui devenait de plus en plus distinct : naturellement courageuse, je me retournai pour faire face à l'ennemi, et je vis que c'était un *wawica*. Cette conviction diminua ma terreur, et mettant ma confiance en Dieu, je saisis l'animal à la gorge, juste au moment où il se précipitait sur moi : appelant à mon aide toute la force de mes deux bras, je parvins à traîner mon assaillant derrière la muraille contre laquelle je le jetai plusieurs fois, jusqu'à ce que j'eus dompté sa résistance et considérablement affaibli ses forces, et le précipitant enfin dans le précipice, il tomba dans l'abîme ; après quoi je revins en toute hâte au couvent. J'entrai dans ma chambre, je tombai à genoux et je rendis grâces à Dieu de m'avoir sauvée de ce nouveau danger.

Le lendemain matin je racontai mon aventure aux religieuses, qui me félicitèrent et sortirent pour voir si elles ne trouveraient pas le corps de l'animal. Après une heure de recherches, elles l'aperçurent dans un creux, presque au fond de la vallée, déchiré, réduit en lambeaux par les rochers sur lesquels il était tombé. Les religieuses, s'étant ainsi assurées de la véracité de mon récit, me surnommèrent l'héroïne.

Il n'est pas de vie plus régulière, plus rigide que celle de ces recluses qui, séparées du monde, de ses soucis, de ses vanités, consacrent leurs âmes à adorer le Créateur. Indifférentes à toutes les joies de la terre, on dirait que toutes les passions sont éteintes dans leurs cœurs et qu'elles ne vivent que par l'esprit. Elles ne portent que de la laine ; l'usage de la toile leur est interdit, excepté aux malades et aux infirmes. Elles ont pour ceinture une corde avec un rosaire attaché sur le devant.

Sur leurs têtes elles portent une épaisse mantille, noire comme reste de leur costume. Elles ont pour chaussure de fortes sandales, adaptées aux rudes sentiers qu'elles ont à parcourir. Elles portent une croix sur leur poitrine ; elles ont la tête entièrement rasée, et tous les quinze jours, une ou plusieurs sœurs sont chargées de faire cette opération : c'est la plus grande preuve qu'elles puissent donner de leur indifférence pour les choses d'ici-bas ; en effet, qu'y a-t-il de plus cher pour la femme que sa chevelure? A minuit, la cloche sonne pour la prière, et, au premier coup, car elles dorment habillées, chaque sœur quitte sa cellule et se rend à l'église ; en quelques minutes, elles se trouvent toutes réunies, et l'office commence.

Les religieuses se placent en rond autour de la supérieure, qui, d'une voix grave et mélancolique, entonne le psaume, dont chaque verset est répété en chœur par les sœurs, avec tant d'ardeur que leur prière solennelle réveille les échos des montagnes voisines. Cette partie de l'office dure deux heures, pendant lesquelles la supérieure dit aussi quelques chapitres de l'Ancien et du Nouveau Testament. Lorsque le service est terminé, chaque sœur revient en silence à sa cellule, sans échanger une seule parole. Quelques-unes, plus ferventes que leurs compagnes, restent agenouillés jusqu'au jour, plongées dans une pieuse extase.

A l'aurore, la cloche retentit de nouveau pour appeler les religieuses à la prière, et les mêmes cérémonies ont lieu. Aux matines, la supérieure commente une exhortation tirée de quelque texte de l'Ecriture, ce qui dure cinq ou six minutes. Alors les religieuses tombent à genoux et prient mentalement pendant une heure, jusqu'à ce que la supérieure, frappant avec son crucifix sur le lutrin, donne le signal de commencer les psaumes.

ANDRÉ CALAY.

(*La suite à demain.*)

aux rois qui vous ont plongé dans les cachots et aux hommes qui vous y ont traîné après vous avoir vendu, mais vous auriez payé votre dette de reconnaissance à la démocratie, à ce Peuple qui, fatigué de souffrir, vous acclamait comme un libérateur.

Ce tableau est triste, citoyen président, et cependant il n'a pas fallu un an pour arriver à un pareil résultat. Si nous continuons dans cette route, nous n'aboutirons qu'à un précipice; c'est la Russie et l'Autriche qui le creusent sous nos pas. Six mois encore, et il sera trop tard.

Une occasion vous est offerte, profitez-en bien vite, c'est peut-être la dernière qui se présentera. Vous pourrez, sinon réparer, au moins atténuer une partie du mal qu'ont déjà causé les *modérés*, qui ont perdu le gouvernement provisoire, M. de Lamartine et M. Cavaignac; nous ne vous en dirons pas davantage sur ces hommes, vous devez nous comprendre. L'Assemblée va prochainement se réunir: signifiez-lui un nouveau programme, et le pays vous applaudira. La majorité est trop servile pour oser vous résister; quant à la minorité, vous aurez son appui, si vous entrez dans la voie de l'émancipation des peuples!

Liberté de la Presse.

Le procureur de la République vient de faire saisir l'*Almanach du Peuple* pour 1850. Ce petit volume, dans lequel les éditeurs avaient eu le bon esprit de réunir quelques fragments dûs à la plume des hommes les plus chers à la démocratie, est empreint de tant de calme, de tant de dignité, qu'il nous avait paru à l'abri de toute poursuite.

Notre erreur était grande. L'œil scrutateur de M. le procureur y a découvert quatre articles qui, selon lui, contiennent le délit d'attaque contre la propriété et d'excitation à la haine des citoyens les uns contre les autres. Ces quatre articles sont des citoyens Nadaux, Félix Pyat, Fauvety et Greppo.

Nous ne pouvons entrer dans l'examen des articles incriminés, le grand jour de l'audience fera justice des persécutions infligées aux écrivains démocrates. Qu'il nous soit seulement permis d'exprimer l'étonnement que nous cause l'excès même des rigueurs auxquelles le parquet se laisse entraîner. Comment expliquer que M. le procureur ait pu comprendre dans ses poursuites l'article du citoyen Félix Pyat, ayant pour titre *la République?* Il y a neuf ou dix mois que ce toast (car c'était un toast) a été prononcé par son auteur au premier *banquet démocratique socialiste des écoles* et publié le lendemain dans tous les journaux démocratiques. Y a-t-il eu alors un ministre pour blâmer la parole de l'orateur populaire, un procureur pour le poursuivre? Non, assurément non. La vérité avait été respectée, et les limiers de police s'étaient tournés, pour lui laisser le chemin libre. Mais autres temps, autres rigueurs; le thermomètre de la réaction est monté si haut que tout est permis contre les démocrates.

Pour nous, nous devons le déclarer, nous ne craignons point que cette compression étouffe l'idée révolutionnaire; les réquisitoires comme les baïonnettes sont contre elle impuissants; mais nous craignons qu'il arrive au Peuple de voir trop clairement le motif politique d'une saisie, il ne se prenne à douter de la justice.

Les hommes de la rue de Poitiers ont semé, il y a quelques mois, sur la surface de la France une nuée de brochures dans lesquelles les républicains calomniés étaient désignés à la haine des ignorants. M. le procureur de la République n'a pas songé à les poursuivre; mais voici que les injuriés essaient de se défendre, les rigueurs du parquet les atteignent.

Ou donc est l'égalité devant la loi? Et sans égalité devant la loi, que devient la justice?

Au rédacteur en chef de la TRIBUNE DES PEUPLES.

Sainte-Pélagie, 18 septembre 1849.

Citoyen,

Les prisons s'emplissent de plus en plus, celle de Sainte-Pélagie regorge. Bien des gens, dans un tel état de choses, doivent penser que la magistrature est sur les dents, qu'elle fonctionne nuit et jour, et naturellement se prennent à la plaindre d'être assujétie à un si rude labeur. Que ces âmes charitables se rassurent; les gens de justice ordonnent, il est vrai, grand nombre d'arrestations; leurs innombrables limiers sont constamment en marche; les démocrates sont poursuivis et traqués sans relâche; mais nos magistrats n'en sont nullement troublés dans leurs loisirs; après n'avoir rien fait durant l'année, ils n'en prennent pas moins leurs vacances.

Nous n'avançons rien que nous ne puissions prouver. Voici la dernière des nombreuses lettres que, pour notre part, nous leur avons envoyées:

« *A monsieur le procureur général.*

» A l'approche des élections du mois de mai, M. Faucher, cet agent de la réaction, chassé du ministère par un vote de l'Assemblée, avait besoin d'épouvanter le pays; à cet effet, il ordonna un grand nombre d'arrestations pour faire croire à des complots redoutables par leur étendue et leur organisation; nous fûmes au nombre des victimes des manœuvres de ce ministre. Incarcérés depuis cinq mois, en butte, de la part des journaux sans pudeur, à d'infâmes calomnies, nous avons attendu patiemment et inutilement que justice fût faite.

» Lassés de voir qu'on n'appelle pas un tribunal à connaître notre affaire, nous venons aujourd'hui hautement réclamer des juges.

» Réunis pour examiner les candidats proposés à l'élection, nous venons demander à ceux qui ont violé le droit de réunion de nous rendre à notre travail et à nos familles qui souffrent.

» Des juges donc, des juges! Qu'on mette un terme à la persécution.

» Si justice n'est point faite, nous en appellerons à l'opinion publique.

» Nous vous saluons, etc. »

Que le public apprécie maintenant; qu'il voie quels sont ceux des accusateurs ou des accusés qui désirent ou redoutent les décisions du jury.

N'est-il pas évident que, dans la crainte d'être obligés d'ouvrir les portes de la prison au jour du jugement, on retient le plus longtemps possible sous les verroux des hommes dont on fait souffrir les familles, et qu'on cherche à ruiner, parce qu'on les sait toujours prêts à combattre pour le maintien du principe républicain proclamé le 24 Février 1848.

Salut et fraternité.

(*Suivent les signatures.*)

ETATS GERMANIQUES.

Wurtemberg. — STUTTGARD, 11 *septembre*. — On nous assure de la manière la plus positive que l'Autriche s'est montrée prête à accorder la chambre populaire à la diète allemande, ce qui écarterait une des principales causes pour lesquelles le Wurtemberg ne voulait pas entrer dans la confédération du sud de l'Allemagne. On croit même qu'il n'est nullement question d'une telle confédération. Quoi qu'il en soit, 30,000 Autrichiens se mettent en marche vers le Voralberg, pour occuper de concert avec la Bavière et le Wurtemberg les cercles du lac et du Haut-Rhin, dans le duché de Bade. Les puissances méridionales de l'Allemagne veulent empêcher que la Prusse, dont l'influence en Allemagne est déjà devenue trop grande à leur gré, ne prenne aussi un point d'appui dans le sud.

(*Réforme allemande.*)

PRUSSE.

BERLIN, 14 *septembre*. — On avait cru que l'empereur de Russie se trouverait aussi à la conférence de Tœplitz; mais la mort de son frère, le grand-duc Michel, l'a tellement affligé qu'il a renoncé à son voyage. L'aide de-camp de l'autocrate, le général Berg, s'est trouvé à Tœplitz.

— La ligne des télégraphes électriques souterrains occupe en Prusse une étendue de 245 milles allemands, et à la fin de l'année elle aura une longueur de 317 milles. A l'aide de ces télégraphes, Berlin est déjà lié avec Francfort, Aix-la-Chapelle, Hambourg et Stettin, et avant l'année prochaine la capitale de la Prusse aura la même communication avec Oderberg, Kœnigsberg et Dantzick. Toutes ces lignes pourront être utilisées par des particuliers.

— Le ministre de l'intérieur a annoncé le 15 septembre, à la seconde chambre prussienne, que l'état de siége de la ville de Posen sera levé.

— Les tisserands silésiens, réduits à une grande misère, ont fondé une association dont les membres, au nombre de 1,500, ont envoyé une députation à Berlin pour demander au gouvernement une avance de fonds. D'autres associations pareilles vont être fondées en Silésie. Chacune d'elles choisira un comité dont le but principal sera de prendre des informations pour savoir quel genre d'étoffes est le plus recherché. On espère éviter, par ce moyen, la fabrication trop abondante de certains articles. Le gouvernement paraît approuver l'idée de ces associations; mais quant à l'avance des fonds, il a déclaré vouloir en référer aux chambres.

— La commune israélite de Berlin a aussi ses partis. Beaucoup de juifs riches commencent à faire une réaction contre les innovations amenées dans le sein de leur commune par les événements de l'année passée.

POLOGNE.

POSEN, 14 *septembre*. — Le gouvernement prussien, qui se vante de son libéralisme, est intolérant au plus haut degré aussitôt qu'il s'agit d'opprimer la nationalité polonaise. Il va jusqu'à envoyer des prêtres allemands dans les contrées de la Prusse occidentale habitées par une population polonaise, et l'évêque même de cette province, nommé par le gouvernement, est un Allemand. Se conformant aux instructions du gouvernement, il ne souffre pas dans son séminaire, à Péplin, des élèves polonais et il les éloigne par les mesures les plus vexatoires. Il y a quelques mois, il a lancé dans son diocèse une circulaire qui, remplie de mensonges, a révolté toute la population polonaise. Il y accuse le peuple polonais d'incapacité pour remplir les fonctions d'ecclésiastique, afin de justifier sa prédilection pour les prêtres allemands qu'il tire des autres provinces prussiennes.

Plusieurs séminaristes ont réclamé contre cette accusation, ce qui a fourni encore à l'évêque l'occasion de les inculper de manque de discipline, et par suite neuf séminaristes ont été obligés de quitter le séminaire de Péplin.

— La grande duchesse Hélène a quitté Varsovie deux jours après le décès de son mari. L'héritier de la couronne et la cour ont aussi suivi l'empereur à Saint-Pétersbourg. Les journaux de Varsovie ont paru le 13 septembre entourés de filets noirs, quoique aucun d'eux n'ait encore annoncé la mort du grand duc Michel. Ce sera probablement un ukase qui donnera le premier cette nouvelle, connue déja par tout le monde.

— On écrit de Teschen, ville principale de la Silésie autrichienne, le 13 septembre :

« Nos efforts pour maintenir la langue polonaise dans notre province, tout faibles qu'ils soient, ne restent pas sans résultat. Outre le *Tygodnik*, qui paraît régulièrement, une *Revue des événements politiques*, également en polonais, journal annoncé dernièrement, contribuera à nous défendre contre l'influence germanique, et à propager les principes de la liberté. Outre cela, on vient de fonder ici une bibliothèque pour le Peuple polonais, et une société pour répandre son instruction.

— On écrit de Cracovie, 10 septembre : « Les troupes russes qui rentrent de la Hongrie passeront par Cracovie dans l'intervalle du 13 au 29 septembre. »

— D'après le journal de Vienne *Fremdenblatt*, la nouvelle organisation des tribunaux, dont on s'occupe dans les autres provinces de la monarchie, et qui est déja en vigueur dans les provinces allemandes de l'Autriche, est ajournée en Galicie. La nouvelle organisation autorise l'établissement du jury et la publicité de la procédure. On est porté a croire que c'est le cabinet russe qui a demandé cet ajournement; car si, malgré le désintéressement de Nicolas, la Galicie passait sous son gouvernement, la succession de la nouvelle organisation judiciaire, qu'il serait obligé d'accepter avec le pays, pourrait gêner sa politique.

HONGRIE.

Les insurgés de Comorn ont pris leurs positions devant la forteresse et ils ont avancé leurs postes. Il paraît qu'ils s'attendent à être attaqués d'abord du côté de l'île de Schütt. Un combat, avant que le siége commence, est inévitable, car les insurgés débouchent en masse de la forteresse dans leur camp, où ils voudront tenir le plus longtemps possible. Les maladies qui règnent dans la forteresse nécessitent d'ailleurs cette tactique de leur part.

(*Correspondance universelle.*)

— On écrit de Presbourg, le 12 septembre :

Toutes les troupes qui se trouvaient sur la Waag marchent vers Comorn. Les brigades Teuchert, Lederer, Chizolla, Liebler et Pott formeront la première ligne du blocus. Les réserves se concentrent. On veut réunir 80,000 hommes. Le général russe Grabbe avec un corps de 18,000 hommes prendra part au siége et il occupera la rive gauche de la Waag. Les hostilités ont déjà commencé. Le général Haynau prendra lui-même le commandement.

PESTH, 10 *septembre*. — On assure que les généraux hongrois Kisz et Lenkey ont été fusillés à Arad.

AUTRICHE

VIENNE, 13 *septembre*. — Les généraux Radetzki, Jellachich et Haynau sont arrivés aujourd'hui à Vienne. Les deux premiers surtout sont entrés dans la ville au milieu d'une foule qui se pressait pour satisfaire sa curiosité. Les amis du gouvernement les ont reçus avec une sorte de solennité, en ornant les fenêtres des maisons de tapis, de bustes et de fleurs.

— Le conseil des ministres a résolu d'abroger, à partir du 18 septembre, l'ordonnance qui prohibe l'exportation du numéraire.

— L'état de siége de la ville de Trieste est levé.

RUSSIE.

L'armée russe dans le Caucase est maintenant occupée à cerner la forteresse d'Achulga, dans laquelle le chef des Circassiens, Szamil, vient de s'enfermer. Les journaux de Tiflis donnent une description de cette forteresse, de même que d'un bastion élevé près d'Achulga sur un rocher. Ces journaux ajoutent que ces fortifications pourraient faire honneur à les ingénieurs européens. Aussi, on suppose que ce furent des officiers polonais, qui se trouvent près de Szamil, qui en donnèrent le plan et qui l'exécutèrent. Le siège d'Achulga a commencé dans le mois de juin, et, d'après les dernières nouvelles, on n'est pas encore parvenu à la prendre.

ITALIE.

Piémont. — TURIN, 14 *septembre*. — Ce soir est arrivé à Turin le président du conseil, M. Massimo d'Azeglio, rappelé par un courrier qui lui avait été expédié. Si l'on en croit quelques personnes bien informées, ce rappel aurait eu pour cause quelques discussions qui se sont élevées dans le cabinet après le vote de la Chambre des députés dans la séance de lundi.

Le président de la chambre, M. Pareto, s'est rendu hier au palais de Moncalieri pour rendre visite au roi. Il en a été bien accueilli. Les paroles de S. M. ont été très rassurantes.

Un jeune homme qui se rendait de Novare à Milan portait une chaîne d'acier. En passant devant un corps de garde, il fut saisi par deux soldats et fustigé. Il voulut au moins savoir la raison de ce traitement. C'était la malheureuse chaîne qui en était la cause.

Lombardie. — MILAN. — Il semble que le départ de Radetzki soit définitif, et que le ministère autrichien se soucie peu de le voir revenir en Lombardie. On parle du général Hartig pour le remplacer. Il y aurait sans doute alors quelque adoucissement dans le régime appliqué aujourd'hui à la Lombardie; mais ce sera toujours le régime autrichien, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus lourd, pesant sur un peuple auquel ce système est tout à fait antipathique.

Toscane. — FLORENCE, 6 *septembre*. — L'Autriche, après avoir triomphé de la faiblesse du grand-duc, exerce le pouvoir d'une manière occulte, jusqu'au moment où elle le prendra ouvertement et où elle pourra produire ses hommes. Le général d'Aspre est le véritable souverain, et n'a de condescendance que pour les prêtres. Il veut garder ici dix mille hommes et occuper toutes les forteresses. Il a fait fabriquer du biscuit, et a fait un grand amas de bombes, de poudre, et enfin des provisions pour toute une année.

Il se fait beaucoup de procès. Les espions du gouvernement autrichien ont pris note depuis trois ans de toutes les personnes qui ont montré des sentiments libéraux, et maintenant on en fait usage.

On va jusqu'à poursuivre ceux qui, en 1846, allumèrent des feux sur les montagnes en commémoration de la glorieuse journée où les Génois chassèrent les Autrichiens. On chasse tous les étrangers. Les Toscans qui reviennent de Venise n'ont pu entrer à Florence.

Les prêtres, dans le duché de Lucques, rivalisent de zèle avec les espions, et décréditent autant qu'ils le peuvent la personne du grand-duc.

Les troupes autrichiennes ont reçu des uniformes neufs; c'est la Toscane qui les paye. Ce sont tous les jours quelques nouvelles exigences.

Ce à quoi les Autrichiens s'appliquent principalement, c'est à empêcher la formation d'une milice toscane. On ne peut dire tous les efforts, toutes les menées qu'ils emploient pour atteindre leur but.

Le ministère s'était adressé à Vienne, demandant l'envoi d'un ministre avec lequel on pût traiter sans avoir sans cesse sous les yeux la menace de l'état de siége. Il a été répondu que le général d'Aspre représentant l'empereur, il n'était pas besoin d'un ministre.

Le général d'Aspre ne souffre pas d'autre autorité que la sienne, donnant des ordres ou révoquant ceux qui ont été donnés par le ministère, et le traitant quelquefois très cavalièrement. Son existence, du reste, ne sera pas longue, et bientôt le général d'Aspre en choisira un qui sera tout à fait selon son cœur.

Etats Romains. — ROME, 7 *septembre*. — Les officiers espagnols vêtus en bourgeois viennent continuellement à Rome. Il y en a sans cesse une cinquantaine.

Pendant que les officiers s'amusent dans la capitale, les soldats en font autant dans les provinces occupées par eux, mais d'une manière un peu plus sauvage.

Entre autres horreurs commises par les Espagnols, voici la plus épouvantable de toutes, dont le village de Zagarolo a été témoin.

Ils s'introduisirent dans une maison pour enlever une jeune épousée qui s'y trouvait. Le mari leur opposa une vive résistance; mais aimant mieux voir sa femme morte que déshonorée, il la tua de ses propres mains.

Des paysans accoururent à ce bruit, et une lutte s'engagea. Les Espagnols appelèrent du secours. D'autres militaires survinrent, et, se trouvant les plus forts, saisirent trois de ces malheureux et les fusillèrent sur-le champ.

Depuis ce moment le village est désert : tous les habitants se sont réfugiés dans les champs avec leurs familles, et Zagarolo est traité comme un pays de conquête.

Voilà les œuvres des soldats que Pie IX a appelés à la défense du saint-siége!

Le général français N... est de retour de Gaëte. Il dit à qui veut l'entendre que si, dans dix jours, Gaëte n'a pas accepté l'ultimatum de la France, la France agira elle-même. On travaille toujours aux fortifications.

— Les discussions qui ont eu lieu au théâtre Argentina, entre quelques officiers français et des citoyens romains, du côté desquels, il faut le dire, était le bon droit, ont produit de l'aigreur et quelques querelles. Chacun craint une nouvelle crise. La misère augmente, et avec elle la haine contre le pouvoir clérical. Partout on ne voit que des malheureux.

— On lit dans l'*Observatore romano*, qui est l'organe de la prélature :

ANAGARI, 5 *septembre*. — On attend le 12 une compagnie de Napolitains; quarante sont venus ces jours derniers pour désarmer les villages circonvoisins.

Dernièrement on a parlé de quelques assassins *en pantalon rouge* qui rôdaient aux environs de Siperno. Nous n'en avons plus peur, surtout maintenent que nous attendons 7 à 8,000 Napolitains pour occuper la province.

BOLOGNE, 8 *septembre*. — Trois nouveaux incendies, un à la Fundazza, les deux autres hors des murs.

Des commissaires de police parcouraient hier les lieux publics par ordre de l'autorité supérieure, pour faire disparaître le *Moniteur Toscan* qui contenait une protestation de la France contre les prétentions de Gaëte.

Etats Napolitains. — NAPLES. — Par décret royal du 29 août, a été nommée une commission composée de six prêtres, pour l'examen et la révision de tous les livres envoyés de Naples à l'étranger. Un règlement sera publié pour servir de guide à la susdite commission.

Ainsi, suppression des libertés politiques à l'intérieur, prohibition pour toute pensée généreuse qui viendrait du dehors, tels sont les moyens de gouvernement à l'usage du roi de Naples. Pour mieux en assurer le succès, c'est a six prêtres qu'il commet le soin de préserver ses Etats de toute épidémie politique.

On annonce cependant la nouvelle d'une amnistie, qui s'étendra même aux détenus politiques renfermés dans le fort St-Elme.

SICILE.

Le général Filangieri, ou si l'on veut le prince de Satriano, a rendu, le 23 août dernier, une ordonnance qui rétablit en Sicile le droit sur la mouture. Ce droit, aboli par le gouvernement de la révolution parce qu'il frappait plus sur le pauvre que sur le riche, se paye pour tous les genres de grains et de céréales réduits en farine. C'est positivement l'esclavage du pain que le despotisme s'étudie à imposer au Peuple.

Lorsque l'année dernière le parlement sicilien abolissait ce droit, toutes les communes de la Sicile applaudissaient. Nous verrons aujourd'hui quelles conséquences résulteront de cet acte de la domination bourbonienne.

SUISSE.

BERNE, 15 *septembre*. — Le comte Ludolf, qui a été chargé de venir faire à la confédération, dans un style particulier, les réclamations du roi de Naples au sujet de l'arrêté pris par l'Assemblée fédérale concernant les capitulations, a quitté Berne le 13 de ce mois. Il se rend à Turin où il est accrédité comme chargé d'affaires du roi des Deux-Siciles auprès du roi de Sardaigne. De là il continuera à représenter son gouvernement auprès de la confédération helvétique.

Tessin. — LUGANO, 15 *septembre*. — Malgré tous les bavardages des journaux français, relativement aux intentions hostiles des cabinets européens envers la Suisse, nous n'en persistons pas moins dans l'opinion que, quant à présent du moins, l'Autriche et la Prusse sont trop occupées chez elles pour se charger du fardeau d'une guerre contre la Suisse. La Russie est trop loin, et la France, si bas qu'elle soit tombée, ne peut sans nuire à sa propre sûreté souffrir que l'on démembre ou que l'on affaiblisse la Suisse.

Quant à l'augmentation des troupes sur notre frontière, nous ne nous en inquiétons ni beaucoup ni peu. L'Autriche n'est pas assez forte pour tenter un coup de main sur la Suisse et pour le soutenir. Les affaires de l'Europe ne sont pas encore assez arrangées à sa guise pour qu'elle puisse agir d'accord avec les autres puissances.

Outre toutes ces considérations, le gouvernement fédéral a reçu les assurances les plus positives que les rapports de la Suisse avec les autres puissances ne seront nullement tronblés.

Nous pouvons même ajouter que par dépêche du 10 courant, adressée au gouvernement de ce canton, le conseil fédéral déclare que le mouvement des troupes autrichiennes sur les frontières du Tessin ne doit être nullement attribué à des intentions hostiles, mais à la nécessité d'empêcher la désertion et la contrebande.

(*Il republicano.*)

Nous ne prenons pas pour nous ce que dit *il Republicano* au commencement de son article. Bien que presque tous les journaux étrangers, aussi bien que ceux de la France et même ceux de la Suisse, se soient beaucoup occupés des mouvements des troupes autrichiennes, nous n'avons jamais cru à l'imminence d'un danger pour la Suisse uniquement, parce que le *Republicano* nous paraissait s'en inquiéter si peu qu'il n'en faisait même pas mention.

ILES BRITANNIQUES.

Angleterre. — LONDRES, 17 *septembre, midi*. — Consolidés, 92 1/4 3/8 au comptant, et 92 3/8 1/2 pour compte.

Trois heures. — Ferment à 92 1/2 pour compte.

Des nouvelles du cap de Bonne Espérance, qui vont jusqu'au 2 août, continuent à dépeindre la situation des esprits dans cette colonie comme très excitée contre l'importation de condamnés anglais sur son territoire. Une association, sous le titre de *Anti-Convict-Association*, s'est formée pour demander et obtenir des promesses de tout le monde d'avoir à refuser les services et même la simple fourniture de vivres à tous les condamnés importés ainsi qu'aux agents de l'autorité qui présideraient à leur débarquement ou colonisation. Des actes de violence ont eu lieu, et il est fort à craindre que le gouverneur ne soit forcé de proclamer bientôt la loi martiale.

Un spécifique contre le choléra-morbus.

Malgré les recherches multipliées des médecins, la nature du choléra et les moyens de le guérir sont restés pour nous un mystère. Le cruel fléau continue de décimer nos populations, et les efforts des praticiens restent impuissants.

Mais voilà que de la Havane il nous arrive une nouvelle bien grave, bien importante et qui serait fort heureuse si l'avenir la confirmait. Une plante aurait été découverte, qui guérirait le choléra, comme la quinine guérit la fièvre, c'est à dire avec certitude et rapidité.

Voici comment on raconte l'origine de la découverte :

Une pauvre négresse, nommée Dolorès, vivait en 1833 dans la *Calle del Pocito*. Cette malheureuse avait la réputation de guérir avec une plante les varioles confluentes, les coliques et les dysenteries. Dans la contrée, les bonnes femmes ne manquaient jamais d'aller, quand il y avait lieu, la consulter.

Un jour Dolorès vit sa fille au tombeau, le choléra venait de s'abattre sur elle, et tout faisait prévoir que la mort ne *se ferait pas longtemps attendre. Dolorès eut la pensée* d'employer contre l'affreuse maladie, la plante qui déjà tant de fois avait fait merveille quand il s'était agi de varioles ou de dysenteries. Quelques doses de la précieuse plante furent administrées, et en quelques heures la pauvre mère eut le bonheur de voir son enfant revenir à la vie.

L'aventure fit du bruit, le secret fut divulgué et l'emploi de la plante dans la contrée devint général.

Quelle était cette plante ? Selon le récit que nous avons trouvé dans le *Diario de la Marina*, journal de la Havane, cette plante appartiendrait à la famille des *Synanthérées*, tribu des *Carduacées*, et porterait le nom de *Rompesaraguey*.

Les faits que nous venons de raconter méritaient confirmation. Les médecins s'émurent; des expériences nombreuses furent faites et, dit le journal déjà cité, elles vinrent mettre hors de doute la précieuse propriété du Rompesaraguey.

Nous ne rapporterons pas ici les nombreuses observations recueillies par le docteur don Jose Maria Pacot, qui habite la Havane. Nous dirons seulement que tous les cholériques, hommes, femmes, enfants et vieillards, éprouvèrent un effet également salutaire de l'emploi du Rompesaraguey.

Et maintenant quels sont les caractères de cette plante si précieuse, et qui croît abondamment à la Havane? Voici à cet égard les renseignements que nous fournissent les journaux de la Havane.

Le Rompesaraguey est une plante herbacée qui appartient à la syngénésie polygamie égale de Linnée, et à la vaste famille des synanthérées ou composées de Jussieu, tribu des carduacées ou cynarocéphales. Cette tribu renferme des espèces qui ont toutes les propriétés toniques, fébrifuges, sudorifiques et diurétiques des chicoracées. Les feuilles du Rompesaraguey, surtout quand elles sont fraîches, répandent une odeur aromatique qui rapproche cette plante de la tribu des corymbifères.

Le Rompesaraguey a deux ou trois pieds d'élévation; sa tige cylindrique et rugueuse présente de distance en distance des nœuds qui ne sont autre chose que les bourgeons d'où sortent plus tard des rameaux opposés. Les feuilles sont trapézoïdales; quelques unes ont deux angles arrondis : les bords en sont festonnés et velus; elles sont alternées et quelquefois opposées. Les fleurs sont petites, composées, flosculeuses, formant un dôme hémisphérique; le réceptacle convexe, parsemé de petites taches, est, ainsi que le petit tube de la corolle, qui est blanc et à cinq divisions, inséré au sommet de l'ovaire; il y forme une sorte de tube que traverse un pistil simple, terminé par un stigmate bifide. Le fruit est un petit akène.

Il y a deux variétés de Rompesaraguey, l'une blanche et l'autre de couleur foncée; la première, qui est celle employée pour la guérison du choléra asiatique, se distingue par la beauté de ses fleurs en filigrane; les feuilles jetées dans l'eau bouillante et données sous forme de boisson, produisent les plus heureux résultats.

La seconde variété ne s'emploie qu'à l'extérieur pour la guérison des plaies, tumeurs ou autres infirmités du même genre; on en fait infuser les feuilles dans l'eau-de-vie ou dans un vin alcoolique, et l'on en frictionne les parties malades.

Tels sont les caractères dont les journaux de la Havane donnent l'énumération; s'il faut ajouter foi à leur récit, les cures opérées par le *Rompesaraguey* auraient produit un très grand enthousiasme; on recherche partout la plante merveilleuse, et quelques spéculateurs en font des approvisionnements dans le but de l'expédier en Europe.

Attendons pour croire à tant de merveilles que l'avenir

nous en ait montré la réalité. Les voyageurs ont annoncé déjà tant de spécifiques qui devaient nous délivrer du choléra, que devant l'insuccès des moyens qu'ils avaient préconisés nous devons nous tenir en garde contre toute nouvelle surprise. Si le Rompesaraguey possède réellement la vertu qu'on lui attribue; son emploi ne tardera pas à s'étendre, et sa réputation à grandir. Mais si le silence se fait sur s n compte, nous aurons à regretter d'avoir prêté nos colonnes à un canard de plus.

AVIS.

Le directeur des Beaux-Arts a l'honneur de prévenir MM. les artistes que les ouvrages déposés par eux au palais des Tuileries leur seront rendus sur la présentation de leurs reçus.

Le personnel de l'Exposition de peinture cessant ses fonctions à la fin de septembre, il est indispensable que tous les ouvrages aient été retirés avant cette époque.

NOUVELLES DIVERSES.

Depuis son retour à Paris, M. l'ambassadeur d'Angleterre a repris le cours de ses visites et conférences avec le président de la République et le ministre des affaires étrangères, avec lesquels il est dans les meilleurs termes.

— La réciprocité de droits de douane établie entre la France et l'Angleterre étant pour nous une déception reconnue, on assure au ministère des finances que le traité de 1831 va être dénoncé.

— On parle déjà d'une grande revue présidentielle qui doit avoir lieu au Champ de-Mars, avant la mauvaise saison, pour la garde nationale de la Seine et l'armée de Paris.

— C'est demain mercredi, à 10 heures du matin, qu'ouvre au palais des Petits-Augustins, l'intéressante exposition des ouvrages des jeunes élèves de l'école des Beaux-Arts entrés en loges. pour disputer les grands prix de paysage historique, qui ne sont offerts que tous les ans, conformément aux réglements.

L'exposition durera trois jours : les 19, 20 et 21.

Et le grand jugement académique sera prononcé samedi 22.

La grande exposition du concours de peinture historique, qui aura lieu les 26, 27 et 28, clôra cette série d'expositions.

— On était étonné que les mines de toutes espèces qui marbrent les différentes couches du sol de notre France n'occupassent plus l'attention des industriels.

En 1847, il n'existait que 435 concessions de mines dans notre pays, savoir :

268 concessions d'anthracite, de houille et de lignite.

98 concessions de minerai de fer.

22 concessions pour les minerais de plomb, cuivre, argent, or, antimoine et manganèse.

22 concessions pour les bitumes minéraux, les terres pyriteuses et alumineuses et les tourbes pyriteuses.

Et 21 concessions pour les sels gemmes et les eaux salées.

N'occupant que 37,266 ouvriers, tandis que le nombre de ces concessions pourrait atteindre 10,000 et occuper 2,000,000 d'ouvriers.

Mais une révolution est en train de s'opérer; les besoins du commerce et de l'industrie venant s'appuyer sur les études et les découvertes incessantes de la science, le génie des spéculateurs et des capitalistes les entraîne aujourd'hui vers l'exploration du sol de notre belle patrie. Depuis deux ans le ministère des travaux publics a accordé de nombreuses concessions demandées, et tous les jours, en ce moment, de nouvelles demandes lui sont adressées. On assure que toutes les concessions accordées depuis quelque temps en Algérie, où le cuivre est en grande abondance, sont en voie de prospérité.

— Une aventure des plus bizarres se passait hier dans la matinée, rue de Sèze, 10, près de la Madeleine. Une de nos actrices les plus connues, Mme D.... qui vient de faire sa rentré au Vaudeville, étudiait avec ardeur son rôle dans une nouvelle pièce, lorsqu'un bruit épouvantable vint l'arracher aux douceurs de la prose Clairville. Mme D.... s'avance d'un pas majestueux dans l'antichambre où l'attendait une scene réellement *touchante*.

Parmi les illustrations chorégraphiques qui composent sa famille, Mme D.... compte un frère, M. P...., avec lequel elle ne vit pas apparemment en très bonne intelligence, car depuis très longtemps elle lui défendait sa porte impitoyablement. Il paraît qu'une nécessité pressante le poussa hier à forcer la consigne, car au moment où Mme D.... se présentait d'un air courroucé à la porte de l'antichambre, M. P..... se débattait entre les mains d'un domestique qui faisait de vains efforts pour le repousser.

La vue de la sœur barbare exaspéra tellement la fureur du jeune homme, qu'il saisit le premier vase chinois qui lui tomba sous la main, et menaça cette tête si chère au public parisien. Par bonheur, le domestique eut le temps d'arrêter le bras fratricide... Il aurait dû s'en tenir là, mais l'excès de son zèle l'entraîna trop loin; il lui arracha le redoutable projectile et le lui brisa sur la tête. Le jeune homme, calmé par cette douche improvisée, se retira en laissant sur chaque marche une longue trace de sang.

L'arrivée de Mlle P***, sœur du jeune homme, accompagnée de sa mère, a empêché cette affaire d'avoir des suites plus graves.

— Une enseigne représentant la République rasant les rois était exposée ce matin, depuis une heure, à l'Association des coiffeurs, rue Saint-Honoré, lorsque le commissaire du quartier se présente et saisit la susdite enseigne parce que la république était coiffée d'un bonnet phrygien.

Si on représentait M. Crédit avec sa cuirasse et sa fleur de lys, nous croyons que l'on ne s'empresserait guère de le saisir.

— Il était admis jusqu'ici que le ridicule tuait en France. M. Denjoy, le *c own* de la Constituante, en passant avec le même emploi dans la Législative, a semblé seul faire nique à la règle. Heureusement les dévotes du *Midi* se sont chargées de lui donner le coup de grâce.

Ces honorables pies-grièches, c'est le journal qui nous l'apprend, viennent de faire couler une médaille en or de 7 centimètres de diamètre et de 5 millimètres d'épaisseur, valeur d'une *perruque* mexicaine, que l'aimable girondin sera prié de porter à sa boutonnière comme un facteur d'omnibus. Si les cours d'amour tenaient encore leurs assises, un mandat d'amener aurait été décerné contre ce troubadour-là pour qu'il eût à venir recevoir le joujou des mains de la reine de beauté. Mais comme celle-ci serait un peu majeure et que l'institution est morte, c'est le *Midi* qui a reçu la mission de transmettre à M. Denjoy l'expression monnayée de l'estime qu'il inspire aux douairières toulousaines, ci : 85 francs 45 centimes.

Voici les inscriptions qui témoigneront de la chose devant la postérité la plus reculée :

« A M. Denjoy, député *de* la Gironde, modèle *d*'honneur, *de* courage et *de* loyauté, hommage *de* la plus haute estime *de* la part *des* dames *de* la cité *de* Clémence Isaure. »

On voit que les matrones usent fort du génitif.

« M. Denjoy fut le défenseur intrépide *de* ce ministre, ferme appui *de* l'élu de Dieu et *de* la France (est-ce Henri V, est-ce M. Bonaparte ?), redoutable aux factieux par la force *de* son caractère et *de* sa haute intelligence. »

(*Emancipation de Toulouse.*)

—Aujourd'hui mercredi, 19 septembre 1849, les théâtres réunis de la Comédie-Française, de l'Opéra Comique, des Variétés, du Gymnase, de la Montansier et de la Porte-Saint-Martin, donneront, sur le théâtre de la Porte-Saint-Martin, une représentation au profit de la Caisse de Secours et Pensions de l'Association des artistes dramatiques.

L'éclat de cette soirée et le désir de s'associer à une œuvre intéressante attireront certainement un grand nombre de spectateurs.

Le prix des places ne sera pas augmenté.

Le Bureau de location, au théâtre de la Porte-Saint-Martin, sera ouvert ouvert aujourd'hui, de 11 h. à 4 heures.

— Aujourd'hui, au théâtre Montansier, première représentation *du Chevalier muscadin*, comédie en 2 actes mêlés de couplets. Les principaux rôles sont confiés à M. Leménil, Mlle Scrivaneck, Pauline et Juliette Pelletier.

VARIÉTÉS.

SOCIALISME RATIONNEL (1).

Association universelle des prolétaires ayant pour but l'anéantissement du paupérisme et des révolutions.

(4e QUESTION. — *Suite.*)

Ce qu'il y a de plus difficile au monde à amener au socialisme rationnel : plus que les journalistes, plus que les législateurs, plus que les gouvernants, que les prêtres, que les philosophes. que les savants, que les artistes et que les économistes..... ce sont..... les socialistes.

En voici la preuve :

Les journalistes, les législateurs, les gouvernements, etc., etc., jusque même y compris les économistes, ont l'expérience que toutes leurs idées, relativement à l'existence de l'ordre social, sont complètement utopiques; et tout désordre social se rapporte toujours finalement à la propriété, à la matière. Or, en fait de matière, il n'y a rien de convaincant comme l'expérience. A la vérité, les économistes manquent encore d'expérience relativement à leur *dada*, le libre échange au sein des nationalités.

Aussi, et sous ce rapport, allons-nous ranger cette espèce de rêve-creux parmi les socialistes. Nous leur adjoindrons en même temps cette autre espèce de rêve-creux faisant des congrès pour établir la paix perpétuelle au sein des nationalités. Ces derniers sont bien certainement socialistes ou il n'y on a jamais eu au monde. C'est de l'emploi de ces derniers que nous avons à nous occuper.

Que voulez-vous faire de ces gens-là? Ils n'ont point encore expérimenté leur dada, et ils nous diront toujours : *Vous n'avez point essayé ma panacée.* Quant au raisonnement, ils ne veulent point en entendre parler. Est-ce que les inquisiteurs de Gallilée voulaient entendre la raison? Ils disaient : La terre ne tourne point; puis ils se bouchaient les oreilles. Les socialistes spéciaux disent : Prenez mon ours; puis ils se bouchent les oreilles. Allez donc essayer de raisonner avec ceux qui se croient ou le Christ, ou le Père Eternel, ou Napoléon; ou qui veulent anéantir, soit l'hérédité, soit la soumission des passions à la raison, soit la propriété, soit la monnaie; ou avec ceux qui veulent faire faire les lois par un seul, et faire nommer annuellement cet un seul par tous? Alors vous mériterez de manger avec eux à la même gamelle.

Si, depuis dix-huit ans, on avait dit aux économistes, socialistes sans le savoir, socialistes malgré eux :

Vous voulez le libre échange entre les nationalités, c'est à dire vous voulez des individualités autonomes, en contact nécessaire entre elles, et n'ayant de sanction du bien et du mal que le coup de poing, le fer, le feu ou le poison: soit. Allons, économistes et compressistes! voilà un terrain bien clos, sans communication avec nous; car nous ne voulons point communiquer avec les pestiférés. Arrangez-vous en familles autonomes, n'ayant de commun entre elles ni religion, ni lois, ni gouvernements, et emmenez avec vous partisans du libre échange et partisans de paix perpétuelle au sein des nations. Nous vous donnons trois ans pour vous repentir. Jusque là, le premier de vous qui déserte, nous l'enfermons trois ans à Charenton. Supposez que cela eût coûté dix millions à la France; croyez-vous que ce fût trop pour nous trouver débarrassés de la plus effroyable classe de tous les utopistes? Je vous assure que cet exemple des économistes aurait joliment donné à penser à MM. les socialistes; ils auraient eu diablement peur des petites loges.

Puis, vous adressant à ceux qui se donnent comme socialistes spéciaux, vous auriez dit :

Aux Saints-Simoniens : Messieurs, aux mêmes conditions voilà un terrain. Choisissez votre homme libre et votre femme libre. Et tâchez d'abord de ne plus vous égorger en choisissant. Puis emmenez avec vous M. Michel Chevalier, ou laissez-vous conduire par lui, et cessez de nous ennuyer d'un crédit donnant naissance à la stabilité, au lieu d'une stabilité donnant naissance au crédit. Après cela, soyez tranquilles : vous n'aurez pas dépensé un monaco.

Aux Phalanstériens : Messieurs, voilà de quoi faire dix phalanstères. Allez jouer aux petites hordes et au développement intégral des passions. Mais toujours avec mêmes conditions et gare aux petites loges!

Aux Communistes absolus : Messieurs! voilà du terrain. Non pas Icarie, s'il vous plaît, car il n'y a personne au monde de moins communiste que M. Cebet, lequel n'a fait qu'organiser la propriété à sa manière; mais du terrain au sein duquel il n'y aura aucune propriété individuelle. Allez! Savez-vous qui aurait refusé le premier? M. Cabet. Et je le tiens pour aussi honnête homme que M. Considerant, que moi et que qui que ce soit en France.

A monsieur Proudhon: Monsieur, voilà un terrain et aux mêmes conditions. Allez faire de l'ordre, sans monnaie, sans religion et sans gouvernement. Je vous assure que M. Proudhon, aussi honnête homme que qui que ce soit, n'y aurait pas mis la première patte.

A M. de Girardin : Monsieur, Voilà du terrain et aux mêmes conditions. Prenez vos sectateurs et allez faire de l'ordre avec des lois faites par un seul, lequel *un seul* sera annuellement nommé par tous; et M. de Girardin, aussi honnête homme que MM. Chevalier, Considerant, Cabet, Proudhon et moi-même, n'aurait même plus voulu en entendre parler.

Croyez-vous que si la société eût agi ainsi, nous en serions où nous en sommes?

Ce qui soutient les utopistes, c'est la persécution.

Si l'on donnait une *villa santa* à chaque socialiste spécial, toutes leurs spécialités auraient bientôt disparu. Voyons, rue de Poitiers, à moi le prix! j'ai résolu votre problème.

Mais, me dira-t-on, vous n'acceptez donc pas de Villa-Santa?

Moi! je n'ai pas besoin d'expérience autre que celle que vous faites. C'est vous, mes frères. qui travaillez pour moi. Je ne veux de villa que la société tout entière. Pouvez-vous vous passer de moi? De moi, c'est une sottise; mais de la vérité, de la raison rendue incontestable à tous et à chacun? Pouvez-vous faire de l'ordre en anéantissant l'hérédité, en vous soumettant aux passions, en abolissant la propriété, la monnaie, en faisant des lois n'ayant de sanction que la force? Alors, marchez! Je suis un fou, et je mérite la loge; donnez-la-moi. Quand vous aurez vu que je ne suis pas un fou, ou plutôt que la raison n'est pas une folie, l'univers sera conquis, et ma *villa* sera fondée. En attendant, en est-il un parmi vous qui veuille se mesurer rationnellement avec moi, même au jugement de l'Institut, mon ennemi intime, et cela sans la sanction de la petite loge? Qu'il vienne, je suis prêt à combattre. Mais soyez sans inquiétude, je ne recevrai pas une égratignure.

Tout cela est fort bien, allez-vous dire, mais l'association universelle renversera-t-elle les socialistes spéciaux?

Vous le demandez et vous le voyez déjà. L'association universelle renversera les socialismes spéciaux comme le soleil dissipe les brouillards. Il est même inutile de m'arrêter à vous le prouver.

Quant aux propriétaires, rien n'est plus facile que de les convaincre. Tous ont un intérêt personnel et immédiat à l'existence de l'ordre; et rien n'est moins aveugle que l'intérêt personnel immédiat.

Si cela est, direz-vous, pourquoi tous les propriétaires ne sont-ils point socialistes rationnels?

Pourquoi? Parce que le socialisme rationnel n'a peut-être jamais été examiné à fond par trois propriétaires; et que les deux qui l'ont examiné n'ont eu ni le courage, ni le dévoûmeut nécessaire pour me venir franchement en aide. Mais que la société universelle s'établisse, et les propriétaires deviendront immédiatement les plus fermes appuis du socialisme rationnel.

Ce sont eux qui se chargeront de convaincre, et législateurs, et gouvernemeuts, et prêtres, et philosophes, et savants, et artistes, et économistes, et socialistes.

Quant aux prolétaires, considérés indépendamment de toute instruction, ceux-là appartiennent soit aux gouvernants, soit aux prêtres, soit aux philosophes, soit aux savants, soit aux artistes, soit aux économistes, soit aux socialistes, soit aux propriétaires. Ils sont *choses* et non *personnes*. Aussi ne sont-ils propres qu'à être instruments de révolutions, et ce n'est point à ceux-là que nous nous adressons : c'est aux hommes et non point aux choses. Mais nous avons vu que l'association universelle peut vaincre les personnes; et cette victoire, en anéantissant le prolétariat, anéantit en même temps les prolétaires choses.

Résumons :

L'association universelle des prolétaires non choses, ayant pour but l'anéantissement du paupérisme et des révolutions, peut anéantir et paupérisme, et révolutions.

QUESTION RELATIVE AU RÉSUMÉ.

L'association universelle s'établira-t-elle immédiatement?

Peut-être.

L'ordre moral n'est autre que l'harmonie entre la liberté et la fatalité.

La fatalité n'est autre que l'éternelle justice.

L'éternelle justice consiste à ne laisser aucune faute sans expiation.

L'expiation des individus se fait nécessairement au sein d'un ordre social basé sur la force. Là chacun attise le feu et retourne son voisin sur le gril.

Au sein d'un ordre social basé sur la raison, tout, *socialement*, est *nécessairement* bien; l'enfer social se trouve anéanti.

L'ordre social, basé sur la raison, NE PEUT donc s'établir, relativement à la fatalité, sur une justice éternelle que lorsque l'expiation des individus composant notre monde se trouve accomplie.

Et cette expiation, se trouve-t-elle accomplie?

Je l'ignore.

Ce que je sais, c'est que, relativement à la liberté, rien au monde n'est plus facile que d'établir l'ordre rationnel.

Je l'ai prouvé, c'était mon devoir.

Mon devoir ensuite, c'est de faire tout ce qui dépend de moi pour que cet ordre s'établisse. Je le fais.

Mon devoir final, c'est de me résigner.

Je me résigne.

COLINS, chef d'escadron.

(*La suite à demain.*)

(1) Voici les nos des 15, 16 et 17 septembre.

L'un des Rédacteurs Gérant : ALPHONSE HERMANT

Bourse de Paris du 18 septembre.

Avant la Bourse. — Il ne se faisait pas de transactions, la rente était offerte à 88 75, mais on ne semblait pas disposé à entamer de nouvelles opérations.

Bourse, une heure. — La rente a ouvert à 88 75 et l'on est resté plus d'une demi-heure sans coter un autre prix à terme; on a fait ensuite 88 70, mais les cours étaient presque nominaux.

On répandait le bruit qu'il était question de soumettre la question romaine à un congrès formé de la France, de l'Autriche, de Naples, de l'Espagne et du pape.

On a dit aussi que le Trésor allait diminuer de 1|2 0|0 le taux de l'intérêt des bons du Trésor

Deux heures. — La rente ne sort pas du cours de 88 70 à 88 75. Il n'y a aucune affaire.

Trois heures. — La rente a fait comme elle avait commencé 88 70 sans affaires. Le comptant était offert, c'est lui qui a empêché l'essor du cours.

La rente 3 0|0 a varié de 56 40 à 56 25.

La Banque de France a descendu à 2,335, les anciennes obligations de la Ville à 1,265, les nouvelles ont fléchi de 2 50 à 1,087 50, les obligations de la Seine ont varié de 1,095 à 1,090, les Quatre canaux ont fléchi de 1 25 à 1,093 75.

L'emprunt Romain a monté de 3|4 à 78 3|4, les deux emprunts Belges de 1|8 à 97 3|8, la dette active d'Espagne a fait 21 3|4, le 3 0|0 espagnol 35, les anciens ducats 87 75, le nouvel emprunt de Naples 87.

Les actions du Nord ont varié de 438 75 à 440, Strasbourg était à 355, Nantes à 303 75, Vierzon à 310, Bâle à 105, Marseille à 225, Orléans à 752 50, Rouen à 527 50, le Havre à 262 50.

Après la Bourse à quatre heures, 88 70 demandé.

VALEURS FRANÇAISES.

AU COMPTANT.	1er cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	Clôture précéd.
5 0|0 j. du 22 mars. .	88 75	88 75	88 65	88 65	88 65
4 1|2 0|0 j. du 22 mars.	» »	» »	» »	» »	80 »
4 0|0 j. du 22 mars. .	» »	» »	» »	» »	68 50
3 0|0 j. du 22 déc. . .	56 40	56 40	56 25	56 25	56 20
Action de la Banque.	2335 »	2335 »	2335 »	2335 »	2340 »
Obligations de la Ville	1095 »	1095 »	1090 »	1090 »	1090 »
4 canaux avec prime.	1094 75	» »	» »	1093 75	1095 »
4 can., Act. de jouis...	» »	» »	» »	» »	75 »
Bourgogne, j. d'avril.	» »	» »	» »	» »	930 »
Bourgogne, Act. de j.	» »	» »	» »	» »	60 »
Caisse hypothécaire..	135 »	» »	» »	135 »	135 »
Mine de la Grand'-Combe.	» »	» »	» »	» »	» »
Zinc Vieille-Montagne	» »	» »	» »	» »	2750 »

PARIS. — Imprimerie centrale des chemins de fer de NAPOLÉON CHAIX et Ce, rue Bergère, 20.